



Déclaration FSU CSE du 21 janvier 2021

M. le Ministre,
Mme la Présidente du CSE,
Mme et M. les Membres du CSE,

Cette nouvelle année qui s'ouvre n'a pas bien commencé sur le plan sanitaire. Malgré les mesures de couvre-feu ciblées prises lors des congés de fin d'année, le virus continue de circuler et la découverte de souches variantes plus virulentes fait craindre une augmentation du nombre de cas significatifs dans les semaines à venir.

Le choix du ministre reste pour l'heure de maintenir les écoles et établissements ouverts contrairement à d'autres pays d'Europe. La FSU partage la préoccupation du maintien de l'ouverture des lieux scolaires.

Pour autant, aucun renforcement du protocole n'est prévu dans les écoles et établissements, si ce n'est la préconisation de mesures « plus strictes » notamment sur le non-brassage des groupes pour le temps de cantine, alors même que le manque de remplaçant-es entraîne un brassage fréquent dans de nombreuses classes, ainsi que l'arrêt préjudiciable pour les jeunes des activités physiques et sportives en milieu fermé alors que les pratiques sont jugées essentielles pour leur santé.

Pire, le ministre continue à entretenir le flou et à renvoyer au niveau local les décisions sur la mise en place d'organisations pédagogiques adaptées. La FSU continue de dénoncer le renvoi de la gestion de la pandémie au niveau des établissements du secondaire qui crée une rupture d'égalité entre les élèves.

Pendant que les élèves ont continué d'être accueillis dans les établissements scolaires, les universités sont restées fermées aux usager-es depuis mi-octobre. Depuis 8 mois, la précarité déjà installée avant l'épidémie s'aggrave chez les étudiants et étudiantes.

De plus en plus d'entre eux et elles sont dans une situation préoccupante (précarité alimentaire, souffrance psychique, accentuées par l'isolement). Ouvrir les universités avec une jauge de 50 % dès le 25 janvier pour les premières années, comme le prévoit le projet de circulaire en date du 18 janvier, est une avancée.

Cependant avec quels moyens ? Des campagnes de test sont prévues avec un calendrier incertain et irréaliste et un début de plan d'action uniquement à partir du mois de février. Pourquoi ne pas avoir mis en place ces campagnes dès septembre ? Cela aurait peut-être permis d'avoir un fonctionnement le plus proche d'un fonctionnement « normal », et d'assurer les enseignements sur site pour un plus grand nombre d'étudiants et étudiantes afin d'éviter ainsi les décrochages.

La FSU continue à alerter, comme la majorité des organisations syndicales, sur la nécessité d'anticiper l'ensemble des scénarii en fonction de l'évolution de la pandémie. Des mesures protectrices fortes sont indispensables pour que l'école et l'enseignement supérieur puissent se poursuivre sous pandémie, ainsi qu'une campagne de tests massifs dans les écoles et établissements scolaires et universitaires pour avoir une vision réelle de la situation épidémique. Elle demande que les personnels de l'éducation puissent être prioritaires pour se faire vacciner et qu'un calendrier soit rapidement connu.

La FSU rappelle la nécessité de développer le recrutement de personnels qualifiés supplémentaires et pérennes de la maternelle à l'université, à commencer par les candidat-es aux concours inscrit-es en liste complémentaire et par des emplois d'AED, mais aussi des personnels de santé, de service social et des tuteur-trices dans les universités.

La FSU dénonce les projets de décentralisation des personnels de santé (infirmières et médecins) à l'antithèse des revendications de création de postes, pour renforcer les indispensables équipes pluriprofessionnelles qui viennent en appui auprès des personnels enseignants et administratifs.

En cette période, il est bien sûr de tradition de formuler des vœux pour la nouvelle année. La FSU formule donc le vœu qu'enfin les ministres de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche en finissent avec leurs politiques éducatives qui renforcent les inégalités, qu'ils renoncent à vouloir transformer les métiers et les pratiques pédagogiques en accroissant le contrôle hiérarchique et en remettant en cause la liberté pédagogique des enseignant-es.

Qu'enfin, ils écoutent les personnels et les usager-es du service public d'éducation qui ont plus que jamais besoin de visibilité et de sérénité en ces temps troublés.

La FSU fait le vœu que les ministres mettent en œuvre une réelle revalorisation pour tous les personnels, entament des discussions sur un plan d'urgence pour l'école et renoncent, dès à présent, à la suppression des 1883 postes dans le second degré et créent des postes dans les universités face à l'augmentation importante de la population étudiante.

Elle formule également le vœu que le ministre renonce à la réécriture des programmes de maternelle, comme le lui demandent les membres du CSE, et que les ministres reviennent sur les réformes des lycées et du bac et renoncent à leur réforme de la formation initiale des enseignant-es.

En cette semaine de passation de la deuxième session des évaluations standardisées de CP, nous demandons au ministère de stopper ces évaluations hors sol qui ne permettent ni de mettre en confiance les élèves, ni d'aider les enseignant-es.

Le pilotage par les évaluations doit être abandonné, les urgences sont ailleurs. Il est au contraire indispensable de soutenir la professionnalité des enseignant-es et de reconnaître leur légitimité à construire leur pédagogie.

En attendant que ces vœux soient exaucés, la FSU avec FO, la CGT Educ'action, le Snalc, Sud Education, le SNCL, appellent les personnels :

- à poursuivre les mobilisations en cours,
- à s'engager dans l'action et à préparer la grève du 26 janvier pour exiger des créations de postes, une autre politique éducative, le dégel de la valeur du point d'indice couplé à des mesures significatives de revalorisation des salaires et des carrières dans l'éducation et l'enseignement supérieur.